

COURRIER DES SYNDICATS ET SECTIONS SYNDICALES

Éditorial

S'échiner à mettre toutes leurs chances de leurs côtés pour conserver ou reprendre le pouvoir en 2012. Cette activité politique qui prend un peu trop de place sur le devant de la scène ne doit pas nous faire oublier l'actualité ! Nous sommes en 2011 et les reculs sociaux s'amplifient en France et en Europe.

Nous sommes en 2011 et le libéralisme prôné de tous bords, ou presque, est à l'œuvre dans la continuité et sans rupture avec cet engagement dans la recherche de profits rapides et massifs,

En 2011, ouvrons les yeux ! Conflits d'intérêts et corruption ne sont pas réservés aux "méchants dictateurs" qui oppriment les Peuples et qui travaillent clairement, main dans la main, avec des élus républicains, des Ministres de notre démocratie et de ses valeurs. Une raison de plus de s'indigner, de refuser ces nouvelles dérives qui ne peuvent servir les intérêts des salariés et des plus fragiles. Une raison de plus aussi de se méfier, d'agir et de combattre les théories et les manœuvres extrémistes, fascisantes.

Mais le tous pourris n'est pas la solution. Le mois prochain, une échéance politique dans les départements est là pour nous le rappeler. Et la Cgt ne peut qu'inciter à regarder les programmes des uns et des autres, et à porter sa voix vers ceux qui répondent à nos revendications et à nos aspirations de progrès social, pour la satisfaction de nos besoins sociaux.

De notre côté, celui du syndicalisme, nous pourrions reprendre quelques mots d'un précédent édito... alors que nous en étions ensemble, à construire une mobilisation d'ampleur. Il est plus que nécessaire que chaque syndiqué(e), chaque militant(e) réfléchisse à son engagement; nous avons et nous aurons besoin de toutes nos forces pour élever et élargir le niveau de mobilisation. Le lien créé ou recréé pour certain(e)s fin 2010 doit nous permettre d'atteindre quelques objectifs :

- permettre à chaque syndiqué d'être acteur dans son Syndicat, son Union Locale;
- s'organiser mieux, collectivement, pour améliorer notre Vie Syndicale, partout. Se réunir, proposer, revendiquer, agir, mais aussi faire en sorte que les salariés, de toutes catégories participent dans le débat d'idées et la construction du rapport de force;
- renforcer notre organisation là où nous sommes présents, où les salariés votent Cgt mais n'ont pas franchi la porte du syndicat;
- implanter la Cgt dans les entreprises où notre syndicalisme fait défaut;
- mutualiser nos forces, nos moyens et nos revendications pour être plus forts, ensemble;
- former et informer l'ensemble des militants, voire la population sur les enjeux et la nécessité de lutter.

Sommaire

P2 : répression antisyndicale à La Poste

P3 : législation sur le temps de travail

P4 : bon de commande : promo NVO 63

N° 1371 du vendredi 25 février 2011

DEPOSE LE 25 février 2011

Circulaire d'informations hebdomadaires du Bureau et du Secrétariat de l'Union Départementale CGT - Directeur de publication : François Thiéry-Cherrier - Imprimé par nos soins Maison du Peuple - 63000 Clermont-Ferrand - CPPAP 0506 S 06884 D 73 du 13 mai 2004 - ISSN n° 09920625

Reversements CoGÉTise :

Rappel :

Pour 2009, clôture des comptes le 31 mars 2011, il y a urgence pour se mettre à jour !

Pour 2010, clôture des comptes le 31 décembre. Il n'y a aucune raison d'attendre !

Nous avons donc de gros efforts à poursuivre, toutes et tous. L'implication du plus grand nombre et en premier lieu des élus et mandatés Cgt sera déterminante, en 2011, pour peser sur les choix politiques, combattre la mise à mort de la Protection Sociale, des Services Publics, du secteur industriel... sans parler de l'emploi, des salaires, des conditions de travail et du pouvoir d'achat.

Renforçons-nous, valorisons nos luttes, et continuons le combat pour imposer d'autres choix!

PS : Le Bureau de l'UD regrette que vous n'ayez pu recevoir le Courrier des syndicats ces deux dernières semaines, mais nous n'en avons pas eu la possibilité...

Répression antisyndicale à "La Poste" :

Un dirigeant de la CGT menacé de sanctions disciplinaires pour avoir défendu les droits et porté les revendications des postiers.

Du 9 au 18 février, les facteurs d'Issoire ont mené une lutte exemplaire pour l'amélioration de leurs conditions de travail et la création d'emplois indispensables à la garantie d'un service public postal digne de ce nom. Ils ont obtenu de nombreuses avancées en termes d'emploi et de conditions de travail. Ils sont bien conscients qu'une bataille vient d'être gagnée et qu'il en reste encore bien d'autres. Mais leurs acquis essentiels ne sont pas à négliger :

- limitation de la flexibilité tant voulue par la direction locale
- recrutement en interne de 3 agents supplémentaires
- recrutement de 2 intérimaires ou CDD avec un contrat "longue durée".
- la poste s'engage à réexaminer la charge de travail de chaque facteur, à rééquilibrer les tournées.
- Elle s'engage également à payer toutes heures supplémentaires constatées à compter du 23 juin 2010.

Leur combat était le combat de tous les salariés qui souffrent. Les facteurs d'Issoire ne supportent plus que leurs vies, leurs emplois, leurs salaires soient les variables d'ajustement pour continuer à verser des dividendes aux actionnaires et engranger des profits.

Si la Poste a réalisé près de 4 milliards de bénéfices sur les 5 dernières années c'est au prix de suppressions massives d'emplois (1364 emplois supprimés en Auvergne sur la même période).

Après avoir choisi le pourrissement du conflit et fait appel à des intérimaires en toute illégalité pour remplacer les grévistes, la Poste s'en prend maintenant à notre camarade Gaston Chevarin qui suit cette lutte depuis le début, avec une procédure disciplinaire à la clé.

La CGT n'est pas dupe ! Il faut "couper la tête" de celui qui empêche la Poste de faire ce qui lui plait, et du même coup, donner un signe fort aux grévistes :

"Si vous osez contester les choix de l'entreprise, nous allons nous occuper de votre cas !"

Ce procédé patronal ne trompe personne. Il est dans la droite ligne de la multiplication des attaques à l'encontre de nos militants comme au Centre Relation Clients de l'Enseigne la Poste de Clermont mais également dans d'autres entreprises comme France Telecom, dans des enseignes commerciales, EDF, SCNF...

A travers l'attaque de militants syndicaux, y compris avec des dossiers montés de toute pièce, il s'agit de faire taire les salariés et leurs revendications !

La CGT ne laissera pas faire ; elle appelle toutes et tous les syndiqué(e)s, toutes et tous les salarié(e)s à exiger de la Poste : l'arrêt de toutes les menaces et pressions à l'encontre de notre dirigeant. Téléchargez et signez la pétition sur le site de l'UD (www.cgt63.fr), envoyez la au :

Syndicat CGT des activités postales et télécommunications du Puy de Dôme
201, rue de l'oradou 63 000 Clermont-Fd
fax : 04.73.34.99.98
mail : cgtptt63@wanadoo.fr

Nos camarades feront suivre à qui de droit.

Un Institut d'Histoire Sociale Cgt dans le Puy de Dôme !

De tout temps, l'histoire a représenté un enjeu idéologique crucial. Son interprétation, son instrumentalisation sont d'ailleurs largement utilisées par le pouvoir actuel afin de mener des batailles d'idées au service du patronat.

L'histoire n'est donc pas à la marge de l'activité syndicale. L'engagement d'hommes et de femmes qui se sont organisés en syndicats pour lutter contre la pauvreté, l'injustice et l'exploitation, est à l'origine de l'exposition organisée actuellement par le Conseil général du Puy de Dôme. Ce combat continue, il est toujours d'actualité.

Tirer au mieux les enseignements des expériences sociales pour ne pas oublier, pour réfléchir, pour comprendre et agir, telle est la démarche de la CGT à travers l'Institut d'Histoire Sociale de la Confédération, mais aussi des fédérations, des UD, des Régions, là où ils existent.

Nous avons l'ambition de créer un Institut d'Histoire Sociale au niveau de notre département. Afin d'en définir les objectifs, **une Assemblée se tiendra Lundi 28 mars à 14 h 00, salle de l'Imprimerie, à la Maison du Peuple de Clermont-Fd.**

Cette réunion est ouverte à l'ensemble des organisations de la Cgt ainsi qu'à toutes les militantes et tous les militants passionnés par cette question et disponibles pour la mise en place de cet outil au service du monde du travail.

Communiqué de la fédération nationale des organismes sociaux :

- 0% d'augmentation de la valeur du point, baisse de la masse salariale de 1% en 2011, après une baisse de 1,2% en 2010.
- Perte de 12 % de la valeur du point par rapport à l'indice INSEE depuis 10 ans.
- Entre 2003 et 2009, la Sécurité sociale a perdu 9 661 emplois dont 9 407 pour la seule Assurance maladie.

L'ensemble des salariés de la Sécurité sociale, toutes branches confondues (caisses d'Assurance maladie, d'allocations familiales, de retraite (ex. Cram), services du contrôle médical, de préventions des accidents du travail et des maladies professionnelles, unions de recouvrement des cotisations...) est soumis à un plan d'austérité sans précédent.

Le gouvernement, qui assure la Tutelle des organismes de Sécurité Sociale et les Caisses nationales qui les gèrent, mettent en place une politique de destruction de notre outil de travail et remettent en cause nos missions de Service Public.

C'est une casse de la Sécurité Sociale organisée, c'est une privatisation orchestrée.

La Fédération CGT appelle le personnel de la Sécurité sociale à être en grève le 8 février et à participer nombreux aux délégations qui se rendront à Paris, de la place de la Nation à l'Ucanss pour exiger :

- L'arrêt des suppressions d'emploi,
- L'arrêt des dégradations des conditions de travail,
- L'augmentation significative de la valeur du point,
- Le maintien de la Convention Collective Nationale,
- L'ouverture de négociation sur la classification.

Le 08 février, compte rendu de l'intervention des conseillers CGT dans le Puy de Dôme :

Nous sommes arrivés au conseil et avons demandé au président (FO) d'intervenir avant le début de la séance ce qui nous a été accordé.

Nous avons lu la déclaration de la fédération puis nous avons ajouté que, par soutien et solidarité envers nos collègues, nous avons décidé de ne pas siéger à ce conseil. Le mouvement unitaire avec la CGC et FO est un mouvement légitime et le conseil, par considération des revendications des salariés, aurait pu être repoussé.

Nous avons également ajouté que nous n'avons pas signé la feuille de présence car le quorum étant calculé sur le nombre de signature, il n'est évidemment pas question de participer aux différents votes.

Nous avons quitté la salle alors que la CGC et FO sont restés.

Négociation sur les salaires à la SEITA

Jeudi 24 février à 9H15 aura lieu une 3ème réunion (N.A.O) et sûrement la dernière. A la SEITA, 2 réunions sont obligatoires. Cette 3ème vient dans le prolongement car le personnel, nous a fait savoir qu'il n'était pas satisfait des propositions et nous en avons informé la D.R.H.

Celle-ci ouvre donc à nouveau les discussions, en espérant que les efforts de l'ensemble du personnel de cette usine soient enfin reconnus.

Impérial a déjà décidé d'octroyer 17% de dividendes en plus pour les actionnaires en 2011, nous demandons notre part.

Lors de la 2ème réunion des N.A.O qui a eu lieu le 3 février, nous avons dit à M. Dermaux le D.R.H, que le personnel n'allait pas être satisfait des 2% d'augmentation générale qu'il proposait d'aller vers un 13ème mois dans 5 ou 6 ans.

Ce à quoi il avait répondu : « il ne me semble pas que le personnel soit mécontent ». Nous allons lui montrer, le jour de cette réunion notre détermination.

La revalorisation des salaires c'est la reconnaissance des efforts que chacun d'entre nous faisons tous les jours dans notre quotidien. C'est reconnaître que nous avons été capables de relever le "challenge" après avoir supprimé plus de 170 emplois sur Riom, mais aussi la moitié des effectifs de la Seita, avec les fermetures de Metz et Strasbourg.

Il n'y a déjà pas de reconnaissance individuelle par la direction locale, qui n'a de cesse de dégrader nos conditions de travail pour palier au manque de moyen humains, techniques, organisationnels et de limiter les coûts, encore et encore.

Après avoir consulté localement les autres organisations syndicales et devant leur refus de s'associer à une action. La CGT seule appelle donc le personnel à se mobiliser jeudi 24 février par un arrêt de travail de 4 heures en fin de poste pour soutenir nos représentants lors de cette négociation. **Il est important de faire savoir à Impérial Tobacco que le personnel français veut aussi sa part du gâteau et n'est pas satisfait des propositions qui lui sont faites pour l'instant.**

Il faudra envisager la suite à donner si les propositions de la DRH n'étaient toujours pas à la hauteur de nos exigences.